

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

- Ali Bongo Ondimba (président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale)

"Au moment où nous célébrons la première journée de l'intégration de l'Afrique centrale, nous devons plus que jamais garder à l'esprit notre volonté de faire de la CEEAC un espace de paix, de prospérité et de solidarité."

- Vincenzo Fazzino (représentant de l'Unesco au Gabon) :

"L'Unesco sera toujours présente à côté du gouvernement gabonais et ses populations pour poursuivre la mise en œuvre des axes importants de coopération en cours."

- Guy Patrick Obiang (ministre de la Santé) :

"L'église a toujours été notre partenaire privilégié du fait de son rôle."

- Jessye Ella Ekogha (porte-parole de la présidence de la République) :

"La diplomatie gabonaise est à juste titre reconnue comme l'une des plus actives en Afrique."

- Christian Ambenga (président du tribunal de première instance de Port-Gentil) :

"Nul ne peut être un officier de police judiciaire exemplaire s'il agit en dehors des procédures pénales."

- Christian Magni (nouveau DG de Setrag) :

"D'ici à 2025, toute la voie sera renouvelée en traverse béton."

- Madeleine Berre (ministre de l'Emploi) :

"La baisse de l'activité économique devrait se traduire par une dégradation de l'emploi du secteur moderne en 2020."

- Alexandre Barro Chambrier (président du Rassemblement pour la patrie et modernité) :

"Il faut des relations apaisées, en sorte de sauvegarder notre vivre ensemble."

- Patrice Neveu (Sélectionneur des Panthères) :

"Les enjeux sont entre nos pieds. C'est à nous d'être performants pour venir à bout de cet adversaire que j'ai étudié, que nous prenons avec respect mais surtout beaucoup d'ambition."

Rassemblées par M.A.M.

PDS : les récents exclus dénoncent "l'illégalité" du Conseil exécutif

C'EST, entre autres, l'un des principaux enseignements à tirer de la sortie, dernièrement, de Joël Pono Opape. Cela, en réaction de son exclusion du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) que préside Séraphin Ndaot Rembogo.

O'N.
Libreville/Gabon

NOMBREUX avaient prédit ce scénario. Et voilà qu'il tend à se confirmer. Il s'agit du "troisième tour" du malaise que d'aucuns déplorent depuis plusieurs mois au sein du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS). Une formation politique présidée par Séraphin Ndaot Rembogo, se réclamant de l'"opposition républicaine", et qui siège au gouvernement de Rose Christiane Ossouka Raponda, par le biais de Mme Carmène Ndaot, titulaire du portefeuille de la Promotion des Investissements, des Partenariats publics-privés, chargée de l'Amélioration de l'Environnement des Affaires. Ce "troisième tour" concerne le combat qu'entendent livrer plusieurs cadres récemment ex-

clus par le Conseil exécutif du PDS. Surtout que cette décision d'exclusion pourrait avoir pour conséquence, la perte de mandat de certains élus locaux frappés par cette sanction.

A en croire l'un des exclus, Joël Pono Opape, désormais ancien vice-président du PSD en charge du Moyen-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime, lequel a fait une déclaration à Porte-Gentil, la semaine écoulée, certains exclus qui ont des mandats entendent faire constater des irrégularités dans la procédure. "Ceux qui

pour Joël Pono Opape, la vraie raison de son exclusion est «d'avoir demandé à mes amis de se ressaisir, car notre discours n'était plus cohérent, étant descendu plus bas.»



Photo: Adjai Ntoutoume/ L'Union

Joël Pono Opape lors d'une précédente sortie.

ont été exclus au même moment que moi ont des mandats, a dit l'ancien ministre de la Réforme de l'Etat. Et par solidarité, j'ai le devoir de les assister en faisant constater l'illégalité du Conseil exécutif, car ne pouvant atteindre le quorum en période d'urgence sanitaire." Toutefois, pour Joël Pono Opape, la vraie raison de son exclusion est "d'avoir demandé à mes amis de se ressaisir, car notre discours

n'était plus cohérent, étant descendu plus bas." Ce dernier a du reste qualifié son exclusion de décision "inique", prise parce qu'il s'opposait à "la transformation du PDS que j'ai créé, en fonds de commerce familial". Et de poursuivre : "Ce que nous reprochons au Parti démocratique gabonais (Ndlr : PDG)". Reste maintenant à savoir quelle instance attendent saisir Pono Opape et les siens.

La Semaine

Ça promet !

Au-delà du Parlement dont les deux Chambres ont tenu des séances plénières, l'actualité de la semaine écoulée a été alimentée par ce que certains ont qualifié de "bras de fer" entre l'Exécutif et certaines confessions religieuses, principalement l'Eglise catholique. Cela par rapport aux dates d'ouverture des lieux de culte. Les hommes de Dieu décidant d'ouvrir le 25 octobre (hier), alors que les autorités ont fixé cet événement au 30 octobre. Malgré plusieurs tentatives de conciliation, chaque partie est restée campée sur sa position. Et hier, alors que d'aucuns craignaient le pire, finalement on peut dire que d'une manière générale, et malgré quelques échauffourées çà et là, il y a eu plus de peur que de mal.

Qui a dit que Dieu n'aime pas le Gabon ?

Autre événement ayant retenu l'attention, la

conférence de presse du porte-parole de la présidence de la République. L'intérêt ne vient pas de ce que cela faisait quand-même longtemps que Jessye Ella Ekogha s'était prêté à cet exercice. Mais surtout des sujets abordés face à la presse nationale et internationale. Dans cet ordre d'idées, nous reviendrons sur la dette intérieure, objet d'une task force qui commence à faire parler d'elle.

A en croire le porte-parole de la présidence, le travail de cette task force a permis de démontrer que "sur les 559 milliards de francs CFA audités à ce jour, les 2/3 étaient fictifs, c'est-à-dire sans réelle contrepartie. Ce qui représente un montant colossal de 370 milliards...". Et une partie de ladite dette n'est pas encore auditée. C'est dire...

Dans tous les cas, depuis que cette initiative est dans sa phase opérationnelle, de plus en

plus de voix se font désormais entendre. Qui pour en dénoncer la forme. Qui pour applaudir l'initiative. Qui pour exiger la publication de la liste des entreprises indélicates et leurs vrais propriétaires. Et d'autres pour exiger tout simplement la transparence.

Dans tous les cas, tout porte à croire qu'il y a eu distraction ou, tout au moins, tentative de distraction des fonds publics. Toutes choses susceptibles de constituer des infractions judiciaires. D'où notre souhait ardent de voir l'Exécutif aller jusqu'au bout de sa logique. Et sachant que dans cette affaire plusieurs ministères sont aussi impliqués (Economie, Budget, Travaux publics, etc.), le moins que l'on puisse dire ici, c'est que : ça promet !

ONDOUBA'NTSIBAH